



LA GUERRE RUSSE CONTRE L'UKRAINE REPORTAGE

## Ukraine : ceux qui s'enrichissent de la guerre, et ceux qui les traquent

**Prix de fortifications militaires gonflés, pots-de-vin pour échapper à la mobilisation... : la guerre donne de nouvelles occasions de s'enrichir illégalement. Malgré l'ampleur de la tâche et les pressions, les Ukrainiens qui luttent contre la corruption redoublent d'efforts.**

Justine Brabant - 29 juin 2025 à 09h50

**K**iyiv (Ukraine).– C'est une grande pièce en sous-sol, grise et froide, qui fait trembler une partie des élites politiques et économiques ukrainiennes. Il ne s'agit ni de la salle d'interrogatoire d'un service de lutte contre la délinquance financière, ni d'une cave réservée aux basses besognes d'un groupe mafieux, mais d'un studio de tournage.

Là, sous les projecteurs et sur fond noir, le journaliste Denys Bihus et son équipe tournent des enquêtes vidéo révélant des scandales de corruption, de népotisme ou de gaspillage de fonds publics à travers toute l'Ukraine. Elles aboutissent régulièrement à l'ouverture d'enquêtes par la justice anticorruption, à des limogeages et à des démissions de députés, juges ou hauts fonctionnaires, et conduisent à saisir les yachts d'entrepreneurs véreux jusqu'en Italie.

« J'avais pour ambition de construire un deuxième studio et d'agrandir encore l'équipe, explique le quadragénaire en faisant visiter ses locaux spacieux, dans le centre-ville de Kyiv, mais la fin des aides américaines m'a coupé dans mon élan. » Comme de nombreux médias et ONG, son site d'investigation a été frappé de plein fouet par le démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui fournissait une partie de son budget.



Le journaliste d'investigation Denys Bihus dans les bureaux de la rédaction, à Kyiv. Les journalistes ont installé un studio au sous-sol pour tourner leurs vidéos. À Kyiv, le 19 mai 2025. © Photo Cerise Sudry-Le Dù pour Mediapart

Denys Bihus n'est pas inquiet pour autant. « On s'adaptera. On est habitués à l'incertitude », assure-t-il en jetant un œil dans la salle de rédaction, où une dizaine de reporters s'affairent devant leurs écrans et téléphones. Star du journalisme ukrainien, le quadragénaire s'est fait un nom en 2014 en allant, avec plusieurs dizaines de volontaires, repêcher et reconstituer les documents broyés puis jetés dans le lac de la résidence du président déchu Viktor Ianoukovytch afin de cacher les derniers secrets de son régime.

Après l'invasion russe de février 2022, Denys Bihus a laissé de côté le journalisme pour s'engager dans l'armée, en tant qu'opérateur de drones. Il est aujourd'hui de retour aux affaires et ne manque pas de travail : les scandales de corruption liés à la guerre sont légion.

### Des bombes aux voitures, des marchés biaisés

Fin mai, son média a révélé une affaire de possibles détournements de fonds par des entreprises chargées de construire des fortifications militaires dans les régions de Kherson et de Jytomyr. Les sociétés en question n'achetaient pas les matériaux nécessaires directement à leurs fabricants, mais à des intermédiaires appliquant d'importantes marges. Le parquet de Kherson a annoncé l'ouverture d'une enquête préliminaire.

Aucun aspect de la guerre n'est épargné. Toujours à Kherson, des contrats pour la construction d'abris scolaires ont été conclus sans appels d'offres avec des entreprises soupçonnées d'avoir perçu des pots-de-vin. Dans la région de Lviv, un système illégal d'importation de voitures sous couvert d'aide aux forces armées a été mis au jour par les enquêteurs d'une agence gouvernementale spécialisée. Les cas de pots-de-vin versés par des hommes en âge de combattre afin d'échapper à la mobilisation sont nombreux et documentés.

Même le projet de construction d'un grand cimetière militaire afin de rendre hommage aux soldats morts en défendant leur pays est entaché de souçons de favoritisme – l'une des entreprises écartées a déposé une plainte auprès du Comité antimonopole d'Ukraine.

### L'entreprise publique SpetsTechnoExport a vendu 80 000 bombes de mortier de 120 mm qui n'ont jamais été livrées.

Mais ces scandales, bien qu'ils suscitent une vive indignation publique, ne sont pas ceux qui coûtent le plus cher à l'État et aux contribuables, estime Yurii Nikolov, autre visage du journalisme anticorruption en Ukraine. Ses enquêtes sur la surfacturation de nourriture destinée aux soldats ont causé la démission d'un ministre de la défense en pleine guerre.

« Trois catégories de personnes se sont enrichies pendant la guerre : les gens qui sont dans les circuits d'achats d'armes, ceux qui participent à la construction de centrales énergétiques, et enfin ceux liés au milieu de la justice, qui possèdent le pouvoir de demander des pots-de-vin aux deux premières catégories », analyse froidement le journaliste. Son média, Nashi Groshi (« notre argent »), a notamment enquêté sur l'acquisition, à des prix étonnants, de cages de béton armé utilisées pour protéger les transformateurs électriques des attaques de drones russes.



Yurii Nikolov tente de faire un dessin pour expliquer le niveau de corruption en Ukraine. S'il a baissé après la guerre, celui-ci est remonté en flèche après deux ans de conflit. À Kyiv, le 13 mai 2025. © Photo Cerise Sudry-Le Dü pour Mediapart

Les journalistes et activistes anticorruption sont passés maîtres dans deux domaines : scruter le train de vie de fonctionnaires, d'élu-es ou de magistrat-es afin de vérifier que leurs dépenses (voitures, montres, bijoux...) correspondent à leur niveau de salaire déclaré, et éplucher les contrats de marchés publics pour y détecter des prix plus élevés que la moyenne.

C'est ainsi qu'ont procédé les journalistes qui ont révélé un possible scandale lié à des achats d'armes. L'agence étatique chargée des achats d'équipements militaires, la DPA, a conclu des contrats avec des intermédiaires qui ont « *pratiqué des dépassements de prix considérables, n'ont pas respecté les délais ou n'ont pas du tout honoré les commandes* », révélait en octobre 2024 le média Ukrayinska Pravda.

### Promesses de réformes

L'un de ces intermédiaires, l'entreprise publique SpetsTechnoExport, recevait 3 % de commission sur chaque contrat signé. Elle a vendu, entre autres, 80 000 bombes de mortier de 120 mm au prix de 650 euros l'unité (contre 520 à 560 euros en moyenne chez d'autres fournisseurs) qui n'ont jamais été livrées. Le dommage pour l'État pourrait se monter à plusieurs centaines de millions d'euros. Négligence, favoritisme, enrichissement indu ? Impossible pour l'heure de l'établir avec certitude. Mais à la suite de cette enquête, le ministre de la défense, Roustem Oumerov, a promis des « *réformes dans le système de marchés publics* » de son ministère.

Ces affaires démontrent que la corruption en Ukraine ne s'est pas arrêtée avec la guerre. Mais le fait qu'elles soient publiques, révélées par des enquêtes judiciaires ou journalistiques, souligne aussi que les efforts pour documenter et combattre ce mal endémique n'ont pas non plus cessé.

« Si nous mettons les gens en prison immédiatement, quelle différence avec ce qui se passait en Union soviétique ? »

Vira Mykhailenko, présidente de la Haute Cour anticorruption

« *L'invasion à grande échelle [par la Russie en 2022 – ndlr] n'a pas interrompu notre travail* », confirme, depuis son bureau, la présidente de la Haute Cour anticorruption, Vira Mykhailenko. Sa juridiction, créée en 2019, a 314 affaires pénales en cours d'examen, dont des cas de corruption liés à la guerre.

La magistrate voudrait plus de moyens pour suivre le rythme des dossiers que lui envoie le Bureau national anticorruption d'Ukraine, qui emploie environ 800 personnes. Les Ukrainien-nes reprochent à leur justice d'être trop lente, en particulier sur ces sujets. « *Les gens ont vu tant de cas de corruption qu'ils veulent que la justice soit faite, et vite. Mais nous devons remplir certains standards, travailler rigoureusement. Si nous mettons les gens en prison immédiatement, quelle différence avec ce qui se passait en Union soviétique ?* », questionne la magistrate.

Même avec des effectifs limités, elle considère que l'essentiel est ailleurs : « *Personne ne peut échapper à la justice. Les gens le constatent* », se satisfait-elle. La Cour a récemment assigné à résidence un ancien vice-ministre de la défense impliqué dans le scandale de surfacturation de nourriture destinée aux soldats.

### Espions ridiculisés

Ce travail se fait parfois au prix de pressions et d'intimidations. La juge Vira Mykhailenko s'est donné pour hygiène personnelle de « *ne plus lire les chaînes Telegram anonymes* » sur lesquelles elle et ses collègues sont parfois pris à partie, insultés et menacés. Elle assure en revanche n'avoir jamais subi de tentative de pressions de la part de responsables politiques : « *Ils savent que c'est trop dangereux pour eux.* »

Pour les journalistes qui travaillent sur ces questions, les choses vont parfois plus loin. Le 14 janvier 2024, des hommes non identifiés en tenue militaire se sont présentés au domicile de Yurii Nikolov, ont tenté de forcer sa porte et y ont laissé des mots d'insultes, dont un traitant le journaliste de « *p\*te du Kremlin* ».



La juge anticorruption Vira Mykhailenko dans son bureau, à Kyiv, le 16 mai 2025.

© Photo Cerise Sudry-Le Dü pour Mediapart

Le lendemain, une vidéo apparaissait en ligne, montrant l'équipe de Bihus.info lors d'une réunion de travail puis lors d'une fête dans un complexe hôtelier, à une heure de route de Kyiv. Les auteurs de l'enregistrement clandestin (retiré depuis) affirment qu'on y voit les journalistes consommer de la marijuana et du MDMA, deux drogues interdites en Ukraine. Les reporters y voient surtout une tentative d'intimidation particulièrement sophistiquée, et se promettent d'en retrouver les auteurs.

S'engage alors une audacieuse contre-enquête. L'équipe de journalistes retourne sur les lieux, débusque les portemanteaux où étaient cachées les caméras, récupère les images de vidéosurveillance de l'hôtel et identifie le groupe d'espions venu placer des mouchards dans leurs chambres d'hôtel.

Grâce à un numéro de téléphone, à une plaque d'immatriculation et à de longues recherches sur les réseaux sociaux, les journalistes anticorruption trouvent les noms de certains de ces agents. L'équipe de Denys Bihus parvient à les retrouver en personne, dans un café juste à côté des locaux du principal service de renseignement ukrainien, le SBU, et les interpelle caméra à la main, achevant de couvrir de ridicule le service qui les emploie : le département de la protection de l'État du SBU.

Leurs révélations, compilées dans une longue [enquête vidéo](#) au commentaire précis et sarcastique, sont vues par deux millions de personnes. À ce stade, l'arroseeur n'est plus arrosé : il dérive lentement dans un océan d'embarras. Le chef du département concerné est démis de ses fonctions et le patron du SBU lui-même, Vassyl Maliouk, regrette dans un communiqué des actions « *inacceptables* » de ses services.

### Petites victoires

Combien de temps encore tiendront ces juges, activistes et journalistes ? Plusieurs vents contraires semblent se lever face à elles et eux. L'arrivée de l'administration Trump est unanimement vue comme une mauvaise nouvelle pour la lutte contre la corruption. Non seulement les États-Unis ont cessé d'aider financièrement des organisations très actives, mais ils ont également arrêté de mettre la pression sur l'État ukrainien pour qu'il soit exemplaire sur ces sujets – ce que faisait l'administration Biden.

« *J'ai l'impression qu'à cause de la guerre, les gens ne veulent plus entendre de mauvaises nouvelles, y compris des cas de corruption. Ils veulent simplement se divertir* », craint également Denys Bihus. « *En même temps, l'âge passe, je crains qu'il soit trop tard pour me reconverter...* », plaisante aussitôt le journaliste.

D'autres, plus optimistes, se raccrochent aux victoires obtenues. L'obligation pour les élu-es et fonctionnaires de remplir des déclarations de leur patrimoine, suspendue au début de la guerre, a été [rétablie](#) à la suite de la mobilisation d'activistes, rappelle Tetiana Shevchuk, du Centre d'action anticorruption, une ONG basée à Kyiv.

Publiées chaque année, ces déclarations permettent de connaître la liste détaillée des montres de marque détenues par le président ukrainien (des Breguet, Rolex, Tag Heuer et Bovet, déclarées depuis 2019) mais aussi de repérer d'éventuels enrichissements suspects.

Le Centre d'action anticorruption a également contribué, avec d'autres journalistes et militant-es, à faire adopter une loi qui oblige les entreprises concourant à des marchés publics à publier le prix des matières premières utilisées. La mesure, en apparence anecdotique, est venue combler un vide utilisé par de nombreux entrepreneurs peu scrupuleux pour gonfler leurs prix. Le secteur de la construction – et de la reconstruction – s'en porte beaucoup mieux, admet Yurii Nikolov.

Le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, qui s'accompagne de nombreuses exigences concernant la lutte contre la corruption, pourrait les aider dans leurs combats. Si toutefois les États membres choisissent d'en faire une priorité. « *Les Européens préfèrent parfois le silence au scandale* », glisse Yurii Nikolov. « *Mais le gaspillage de fonds est pris plus au sérieux quand il s'agit de donateurs étrangers que lorsqu'il s'agit de l'argent des Ukrainiens* », constate encore le journaliste.

Justine Brabant